

# DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

## Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 18 décembre 2014 (8<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2014-12-08/101**

**OBJET : Approbation du procès-verbal de mise à disposition des biens du SIGF pour le service public de l'eau**

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre 2014 à 19 heures 07, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, par la Présidente, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, s'est réuni à la Mairie de L'Anse-Bertrand.

La présidente étant empêchée et le premier vice-président, M. Jean-Claude LOMBION, étant absent, la séance s'est tenue sous la présidence de M. Blaise MORNAL, deuxième vice-président de la CANGT.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**PRESENTS : vingt-deux (22)**

Mme ALPHONSE Epse TANCONS, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MORNAL Blaise, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, M. SIOUMANDAN Rénalt

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION: quatre (4)**

M. HILL Joseph à M. ANZALA Jean  
Mme LORMEL épse ARPIEXAD Marcienne à M. BARDAIL Jean  
M. LOMBION Jean-Claude à M. FRANCFORT Philipson  
M. MANICOM Grégory à Mme ARMOUGON Betty

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS EXCUSES : cinq (5)**

Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MEKEL Alexina, Mme MOUNSAMY Fritz, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS : cinq (5)**

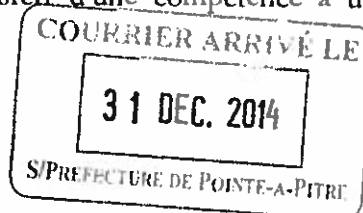
Mme CARDOVILLE Roselyne, M. HERMIN Georges, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent, Mme SERMANSON Sylvia

**A été élu secrétaire de séance : M. SIOUMANDAN Rénalt**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;**

**Vu l'article L. 5211-5 du CGCT relatif aux modalités de transfert d'une compétence à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ;**



**Vu** l'article L. 5211-25-1 du CGCT relatif aux conséquences d'un retrait de compétence sur la situation des biens ;

**Vu** l'article L. 5211-26 du CGCT relatif aux conséquences financières de la dissolution d'un établissement public de coopération intercommunal ;

**Vu** l'article L. 5212-33 relatif à la dissolution de plein droit ou consentie ;

**Vu** les articles L. 1321-1 en ses deux premiers alinéas et L.1321-2 à L.1321-5 du CGCT fixant les modalités de mise à disposition des biens en cas de transfert de compétences ;

**Vu** l'arrêté n° 2014-114 SG/DiCTAJ/BRA du 27 janvier 2014 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat Intercommunal des Grands Fonds ;

**Vu** l'arrêté n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension du périmètre et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre (CCNGT) en communauté d'Agglomération ;

**Vu** la délibération n°1 du comité syndical SIGF portant transfert du patrimoine du SIGF vers la commune du Gosier en date du 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;

**Vu** la délibération n°2 du comité syndical SIGF portant transfert du patrimoine du SIGF vers la commune de Morne-à l'Eau en date du 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;

**Vu** la délibération n°3 du comité syndical SIGF portant transfert du patrimoine du SIGF vers la commune du Moule en date du 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;

**Considérant** que le Procès-verbal annexé présente la consistance des biens meubles et immeubles, leur situation juridique et leur état, à mettre à la disposition de la CANGT et la ville du Gosier, nécessaires au service public de l'eau sur la commune de Morne-à l'Eau, la partie des Grands Fonds des communes du Moule et du Gosier ;

**Considérant** que la mise à disposition des biens meubles et immeubles est nécessaire pour l'exercice de la compétence eau ;

**Considérant** que le bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés ;

**Considérant** que le procès-verbal de mise à disposition des biens doit être établi contradictoirement entre le Syndicat, la CANGT et la ville du Gosier.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé du Président,**

**Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :**

## **DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver le projet de procès-verbal de mise à disposition des biens meubles et immeubles annexé à la présente délibération.

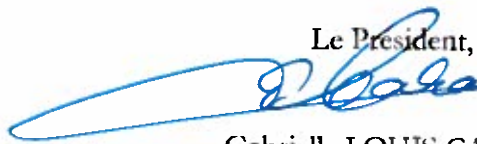
**ARTICLE 2** : D'autoriser la présidente à signer le procès-verbal de mise à disposition des biens meubles et immeubles.

**ARTICLE 3** : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

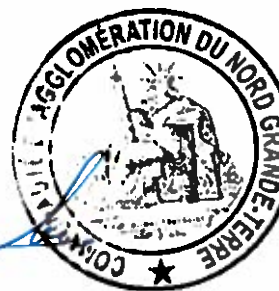
Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

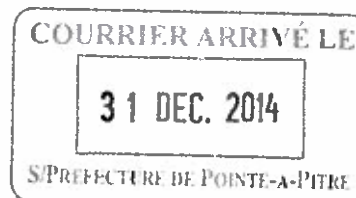
Le Président,



Gabrielle LOUIS CARABIN



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au comptable public de Port-Louis



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*

